

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

F. 93 — 658

[S-C — 9187]

8 DECEMBRE 1992

Loi relative à la protection de la vie privée
à l'égard des traitements de données à caractère personnel

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Définitions, principe
et champ d'application

Article 1er. § 1er. Pour l'application de la présente loi, on entend par « traitement » le traitement automatisé ou la tenue d'un fichier manuel

§ 2. Par « fichier », on entend un ensemble de données à caractère personnel, constitué et conservé suivant une structure logique devant permettre une consultation systématique.

§ 3. Est dénommé « traitement automatisé », tout ensemble d'opérations réalisées en tout ou en partie à l'aide de procédés automatisés et relatif à l'enregistrement et la conservation de données à caractère personnel, ainsi qu'à la modification, l'effacement, la consultation ou la diffusion de ces données.

§ 4. Par « tenue d'un fichier manuel », on entend l'enregistrement, la conservation, la modification, l'effacement, la consultation ou la diffusion de données à caractère personnel sous forme d'un fichier sur un support non automatisé.

§ 5. Sont réputées « à caractère personnel », les données relatives à une personne physique identifiée ou identifiable.

§ 6. Par « maître du fichier », on entend la personne physique ou morale ou l'association de fait compétente pour décider de la finalité du traitement ou des catégories de données devant y figurer.

Lorsque la finalité du traitement ou les catégories de données devant y figurer sont déterminées par la loi, le maître du fichier est la personne physique ou morale déterminée par la loi pour tenir le fichier.

Le maître du fichier, personne physique, qui n'a pas de domicile en Belgique doit, pour permettre l'exercice des droits visés aux articles 10 et 12, élire domicile en Belgique.

Session ordinaire 1990-1991.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 1610/1 du 6 mai 1991. Amendements n° 1610/2 à 1610/4.

Session extraordinaire 1991-1992.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 413/1. Rapport n° 413/12 du 2 juillet 1992, de Mme Merckx-Van Goey. — Amendements n° 413/2 à 413/11 et 413/14.

Annales parlementaires. — Discussion : Séance du 8 juillet 1992. Adoption : Séance du 8 juillet 1992.

Session extraordinaire 1991-1992 :

Sénat :

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 445/1 du 8 juillet 1992. — Rapport n° 445/2 du 27 octobre 1992 de M. Vandenberghe. — Amendements n° 445/3 à 445/9 et 445/11.

Annales parlementaires. — Discussion : Séance du 10 novembre 1992. Adoption. Séance du 10 novembre 1992.

Session ordinaire 1992-1993.

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 413/16 du 12 novembre 1992. — Rapport n° 413/17 du 26 novembre 1992, de Mme Merckx-Van Goey.

Annales parlementaires. — Discussion, adoption : Séance du 26 novembre 1992.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 93 — 658

[S-C — 9187]

8 DECEMBRE 1992

Wet tot bescherming van de persoonlijke levensfeer
ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijvingen,
beginsel en werkingsfeer

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van deze wet wordt onder « verwerking » verstaan de geautomatiseerde verwerking of het houden van een manueel bestand.

§ 2. Onder « bestand » wordt een geheel van persoonsgegevens verstaan, samengesteld en bewaard op een logisch gestructureerde wijze met het oog op een systematische raadpleging ervan.

§ 3. Onder « geautomatiseerde verwerking » wordt verstaan elk geheel van bewerkingen die geheel of gedeeltelijk langs geautomatiseerde weg zijn uitgevoerd en betrekking hebben op de registratie en de bewaring van persoonsgegevens, alsook op de wijziging, de uitwissing, de raadpleging of de verspreiding van deze gegevens.

§ 4. Onder het « houden van een manueel bestand » wordt verstaan de registratie, de bewaring, de wijziging, de uitwissing, de raadpleging of de verspreiding van persoonsgegevens in de vorm van een bestand op een niet-geautomatiseerde drager.

§ 5. Geacht worden « persoonsgegevens » te zijn, de gegevens die betrekking hebben op een natuurlijke persoon die is of kan worden geïdentificeerd.

§ 6. Onder « houder van het bestand » wordt de natuurlijke persoon of de rechtspersoon of de feitelijk vereniging verstaan die bevoegd is om te beslissen over het doel van de verwerking of over de soorten gegevens die erin moeten voorkomen.

Indien het doel van de verwerking of de soorten gegevens die erin moeten voorkomen bij de wet zijn bepaald, is de houder van het bestand de natuurlijke persoon of de rechtspersoon die bij de wet is aangewezen om het bestand te houden.

De houder van het bestand, natuurlijke persoon, die geen woonplaats in België heeft moet, om toe te laten dat de rechten bedoeld in de artikelen 10 en 12 uitgeoefend worden, woonplaats in België kiezen.

(1) Gewone zitting 1990-1991.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire Bescheiden. — Wetsontwerp nr. 1610/1 van 6 mei 1991. — Amendementen nrs. 1610/2 tot 1610/4.

(1) Buitengewone zitting 1991-1992

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire Bescheiden. — Wetsontwerp nr. 413/1. Verslag nr. 413/12 van 2 juli 1992 van Mevr. Merckx-Van Goey. — Amendementen nrs. 413/2 tot 413/11 en 413/14.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking : Vergadering van 8 juli 1992. — Aanneming : Vergadering van 8 juli 1992.

(1) Buitengewone zitting 1991-1992.

Senaat.

Parlementaire Bescheiden. — Wetsontwerp nr. 445/1 van 8 juli 1992. Verslag nr. 445/2 van 27 oktober 1992 van de heer Vandenberghe. — Amendementen nrs. 445/3 tot 445/9 en 445/11.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking : Vergadering van 10 november 1992. — Aanneming : Vergadering van 10 november 1992.

(1) Gewone zitting 1992-1993.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire Bescheiden. — Wetsontwerp nr. 413/16 van 12 november 1992. — Verslag nr. 413/17 van 26 november 1992 van Mevr. Merckx-Van Goey.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking, aanneming : Vergadering van 26 november 1992.

Le maître du fichier, personne morale ou association de fait dont le siège est situé à l'étranger, doit désigner un représentant en Belgique auprès duquel pourront être exercés les droits visés aux articles 10 et 12.

§ 7. Par « gestionnaire du traitement », on entend la personne physique ou morale ou l'association de fait à qui sont confiées l'organisation et la mise en œuvre du traitement.

Art. 2. Toute personne physique a droit au respect de sa vie privée lors du traitement des données à caractère personnel qui la concernent.

Art. 3. § 1er La présente loi s'applique :

1° à la tenue d'un fichier manuel en Belgique;

2° à tout traitement automatisé, même si tout ou partie des opérations est effectué à l'étranger, pourvu que ce traitement soit directement accessible en Belgique par des moyens propres au traitement.

§ 2. La présente loi ne s'applique pas :

1° aux traitements des données à caractère personnel gérés par des personnes physiques qui, de par leur nature, sont destinés à un usage privé, familial ou domestique et conservent cette destination;

2° aux traitements portant exclusivement sur des données à caractère personnel qui font l'objet d'une publicité en vertu d'une disposition légale ou réglementaire;

3° aux traitements portant exclusivement sur des données à caractère personnel dont la personne à laquelle elles se rapportent assure ou fait assurer la publicité, pour autant que le traitement respecte la finalité de cette publicité;

4° aux traitements de données à caractère personnel effectués conformément à la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique, à l'exception de ceux qui sont visés à l'article 2, c, alinéa 2, et aux articles qui y réfèrent, ainsi qu'à l'article 5.

§ 3. Les articles 4, 6 à 10, 12, 14, 15, 17, 18, 20 et 31, §§ 1er à 3, ne sont pas applicables aux traitements de données à caractère personnel, nécessaires pour l'exercice de leurs missions, gérés par l'administration de la Sûreté de l'Etat du Ministère de la Justice et le Service général du renseignement et de la sécurité du Ministère de la Défense nationale.

La Commission de la protection de la vie privée est seule compétente pour assurer l'exercice du droit d'accès et de rectification de la personne concernée conformément à l'article 13.

CHAPITRE II. — Collecte, enregistrement et conservation des données à caractère personnel

Art. 4. § 1er. Lorsque des données à caractère personnel sont recueillies sur le territoire belge, en vue d'un traitement effectué ou non en Belgique, auprès de la personne qu'elles concernent, celle-ci doit être informée :

1° de l'identité et de l'adresse du maître du fichier, de son représentant éventuel en Belgique et, le cas échéant, du gestionnaire du traitement;

2° le cas échéant, de la base légale ou réglementaire de la collecte des données;

3° de la finalité pour laquelle les données recueillies seront utilisées;

4° lorsqu'il s'agit d'un traitement automatisé, de la possibilité d'obtenir des renseignements complémentaires auprès du registre public visé à l'article 18;

5° de son droit d'accéder aux données et du droit de demander la rectification de celles-ci.

Le présent paragraphe n'est pas applicable aux traitements de données à caractère personnel visés à l'article 11, 2° à 4°.

§ 2. Est interdite sur le territoire belge, la collecte, en vue de leur traitement en dehors de ce territoire, de données à caractère personnel dont le traitement n'est pas autorisé en Belgique en vertu des articles 6, 7 et 8.

Art. 5. Les données à caractère personnel ne peuvent faire l'objet d'un traitement que pour des finalités déterminées et légitimes et ne peuvent pas être utilisées de manière incompatible avec ces finalités; elles doivent être adéquates, pertinentes et non excessives par rapport à ces finalités.

Art. 6. Le traitement de données à caractère personnel relatives aux origines raciales ou ethniques, à la vie sexuelle, aux opinions ou activités politiques, philosophiques ou religieuses, aux appartements

De houder van het bestand, rechtspersoon of feitelijke vereniging waarvan de zetel zich in het buitenland bevindt, moet een vertegenwoordiger in België aanwijzen bij dewelke de rechten bedoeld in de artikelen 10 en 12 kunnen uitgeoefend worden.

§ 7. Onder « bewerker » wordt de natuurlijke persoon of de rechtspersoon of de feitelijke vereniging verstaan aan wie de organisatie en de uitvoering van de verwerking worden toevertrouwd.

Art. 2. Iedere natuurlijke persoon heeft bij de verwerking van persoonsgegevens die op hem betrekking hebben, recht op eerbiediging van zijn persoonlijke levenssfeer.

Art. 3. § 1er. Deze wet is van toepassing :

1° op het houden van een manueel bestand in België;

2° op elke geautomatiseerde verwerking, ook als de bewerkingen geheel of gedeeltelijk in het buitenland worden gedaan, maar die verwerking in België rechtstreeks toegankelijk is met behulp van middelen die aan de verwerking eigen zijn.

§ 2. Deze wet is niet van toepassing op :

1° de verwerkingen van persoonsgegevens, beheerd door natuurlijke personen, die wegens hun aard bestemd zijn voor privé-, gezins- of huishoudelijk gebruik en die bestemming behouden;

2° de verwerkingen waarbij uitsluitend persoonsgegevens worden aangewend die ingevolge een wets- of reglementsbepaling onder een voorschrift van openbaarmaking vallen;

3° de verwerkingen waarbij uitsluitend persoonsgegevens worden aangewend waarvan de betrokkene de openbaarmaking verricht of doet verrichten, voor zover de verwerking de finaliteit van deze openbaarmaking eerbiedigt;

4° de verwerkingen van persoonsgegevens die overeenkomstig de wet van 4 juli 1962 betreffende de openbare statistiek worden verricht, met uitzondering van die bedoeld in artikel 2, c, tweede lid, en in de artikelen die ernaar verwijzen, alsook in artikel 5.

§ 3. De artikelen 4, 6 tot 10, 12, 14, 15, 17, 18, 20 en 31, §§ 1 tot 3, zijn niet van toepassing op de verwerkingen van persoonsgegevens die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van hun opdrachten, beheerd door het Bestuur Veiligheid van de Staat van het Ministerie van Justitie en de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid van het Ministerie van Landsverdediging.

Alleen de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer is bevoegd om de uitoefening te waarborgen van het recht van toegang en op verbetering van de betrokken persoon, overeenkomstig artikel 13.

HOOFDSTUK II. — Verzameling, registratie en bewaring van persoonsgegevens

Art. 4. § 1. Indien bij een persoon op het Belgisch grondgebied persoonsgegevens worden verzameld die op hem betrekking hebben, en wel, met het oog op de verwerking ervan al of niet op het Belgisch grondgebied, moet die persoon in kennis worden gesteld van :

1° de identiteit en het adres van de houder van het bestand, van zijn eventuele vertegenwoordiger in België en in voorkomend geval van de bewerker;

2° in voorkomend geval van de wettelijke of reglementaire basis van de verzameling van de gegevens;

3° de doeleinde waarvoor de verzamelde gegevens zullen gebruikt worden;

4° de mogelijkheid om aanvullende inlichtingen te bekomen bij het openbaar register bedoeld in artikel 18, indien het een geautomatiseerde verwerking betreft;

5° zijn recht van toegang tot die gegevens, alsmede het recht om de verbetering ervan aan te vragen.

Deze paragraaf is niet van toepassing op de verwerkingen van persoonsgegevens bedoeld in artikel 11, 2° tot 4°.

§ 2. Op het Belgisch grondgebied is verboden de verzameling, met het oog op de verwerking ervan buiten dit grondgebied, van persoonsgegevens waarvan de verwerking krachtens de artikelen 6, 7 en 8 in België niet is toegestaan.

Art. 5. Persoonsgegevens mogen slechts worden verwerkt voor duidelijk omschreven en wettige doeleinden en mogen niet worden gebruikt op een wijze die onverenigbaar is met die doeleinden. Zij dienen, uitgaande van die doeleinden, toereikend, ter zake dienend en niet overmatig te zijn.

Art. 6. De verwerking van persoonsgegevens met betrekking tot het ras, de etnische afstamming, het seksueel gedrag of de overtuiging of activiteit op politiek, levensbeschouwelijk of godsdienstig

nances syndicales ou mutualistes n'est autorisé qu'aux fins déterminées par ou en vertu de la loi.

Lorsque les fins visées à l'alinéa 1er sont déterminées en vertu de la loi, la Commission de la protection de la vie privée rend un avis préalable.

L'alinéa 1er n'interdit pas à une association de fait ou une association dotée de la personnalité juridique de tenir un fichier de ses propres membres.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en conseil des ministres après avis de la Commission de la protection de la vie privée, prévoir des conditions particulières relatives au traitement des données visées à l'alinéa 1er.

Art. 7. Les données médicales à caractère personnel ne peuvent être traitées que sous la surveillance et la responsabilité d'un praticien de l'art de guérir. Sont considérées comme données médicales toutes données à caractère personnel dont on peut déduire une information sur l'état antérieur, actuel ou futur de la santé physique ou psychique, à l'exception des données purement administratives ou comptables relatives aux traitements ou aux soins médicaux.

Toutefois, ces données peuvent être traitées, hors la surveillance et la responsabilité d'un praticien de l'art de guérir, avec le consentement spécial donné par écrit par l'intéressé.

Les personnes qui interviennent dans le traitement de ces données ou qui y accèdent doivent être désignées nominativement par le responsable du traitement. Le contenu et l'étendue de l'autorisation d'accès sont définis pour chaque personne autorisée. Dans le registre régulièrement tenu à jour, il est fait mention des personnes désignées nominativement, ainsi que du contenu et de l'étendue de l'autorisation.

Sauf dérogation prévue par ou en vertu de la loi, il est interdit de communiquer ces données à des tiers. Elles peuvent toutefois être communiquées à un praticien de l'art de guérir et à son équipe médicale moyennant consentement spécial donné par écrit par l'intéressé ou en cas d'urgence aux fins de son traitement médical.

Lorsque la dérogation visée à l'alinéa 4 est prévue en vertu de la loi, la Commission de la protection de la vie privée rend un avis préalable.

Art. 8. § 1er. Le traitement des données à caractère personnel n'est autorisé qu'aux fins déterminées par ou en vertu de la loi lorsqu'elles ont pour objet :

1° les litiges soumis aux cours et tribunaux ainsi qu'aux juridictions administratives, sous réserve de l'article 15;

2° les infractions dont une personne est soupçonnée ou dans lesquelles elle est impliquée;

3° les infractions pour lesquelles une personne a été condamnée, ainsi que les peines prononcées à son égard;

4° les détentions et les mises à la disposition du Gouvernement prévues par les articles 13 et 14 de la loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité, par l'article 380bis, 3°, du Code pénal ainsi que par les articles 7, 25, 27, 54 et 67 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

5° les mesures d'internement et de mise à la disposition du Gouvernement ordonnées par application des lois du 9 avril 1930 et du 1er juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude;

6° les décisions de détention préventive prises sur la base des lois du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive et du 30 mars 1891 concernant l'arrestation, à bord de navires belges, des individus poursuivis ou condamnés par la Justice belge;

7° les invitations à payer une somme d'argent en vue d'éteindre l'action publique pour certaines infractions prévues à l'article 216bis du Code d'Instruction criminelle;

8° les mesures prises à l'égard des mineurs par application de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse ou des décrets et ordonnances en matière de protection de la jeunesse pris par les organes visés à l'article 59bis, § 2bis et 4bis, de la Constitution;

9° les déchéances de la puissance parentale, ainsi que les mesures d'assistance éducative prononcées ou ordonnées par les tribunaux de la jeunesse ou les chambres de la jeunesse près les cours d'appel, en application de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;

gebied, het lidmaatschap van een vakbond of ziekenfonds is slechts door de door of krachtens de wet vastgestelde doeleinden toegestaan.

Wanneer de doeleinden bedoeld in het eerste lid krachtens de wet worden vastgesteld, brengt de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer vooraf advies uit.

Het eerste lid houdt voor feitelijke verenigingen of verenigingen met rechtspersoonlijkheid niet het verbod in om een bestand bij te houden van hun eigen leden.

De Koning kan bij een in Ministerraad overlegd besluit, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, bijzondere voorwaarden stellen betreffende de verwerking van de gegevens bedoeld in het eerste lid.

Art. 7. De medische persoonsgegevens mogen uitsluitend onder het toezicht en de verantwoordelijkheid van een beoefenaar van de geneeskunst worden verwerkt. Alle persoonsgegevens waaruit informatie kan worden afgeleid omtrent de vroegere, huidige of toekomstige fysieke of psychische gezondheidstoestand, met uitzondering van de louter administratieve of boekhoudkundige gegevens betreffende de geneeskundige behandeling of verzorging, worden als medische persoonsgegevens beschouwd.

Die gegevens kunnen evenwel zonder het toezicht en buiten de verantwoordelijkheid van een beoefenaar van de geneeskunst worden verwerkt indien de betrokkene een bijzondere schriftelijke toestemming heeft verleend.

De personen die betrokken zijn bij de verwerking van die gegevens of die er toegang toe hebben, moeten bij name worden aangewezen door de persoon die verantwoordelijk is voor de verwerking. De inhoud en de reikwijdte van de toegangsmachtiging worden voor iedere gemachtigde persoon vastgesteld. In het regelmatig bijgehouden register wordt melding gemaakt van de bij name vermelde personen en van de inhoud en de reikwijdte van de machtiging.

Behoudens afwijking door of krachtens de wet is het verboden deze gegevens aan derden mede te delen. Met de bijzondere schriftelijke toestemming van de betrokkene of in spoedgevallen met het oog op zijn medische behandeling kunnen zij evenwel worden medegedeeld aan een beoefenaar van de geneeskunst en aan diens medische ploeg.

Voor de krachtens de wet vastgestelde afwijking, bedoeld in het vierde lid brengt de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer vooraf advies uit.

Art. 8. § 1. De verwerking van persoonsgegevens is slechts geoorloofd voor de door of krachtens de wet vastgestelde doeleinden wanneer die betrekking hebben op :

1° de geschillen voorgelegd aan de hoven en rechtbanken, alsook aan de administratieve gerechten, onder voorbehoud van artikel 15;

2° de misdrijven waarvan een persoon wordt verdacht of waarin hij is betrokken;

3° de misdrijven waarvoor een persoon is veroordeeld, alsmede de straffen die tegen hem zijn uitgesproken;

4° de opsluiting en de terbeschikkingstelling van de Regering op grond van de artikelen 13 en 14 van de wet van 27 november 1891 tot betugeling van de bedelarij, van artikel 380bis, 3°, van het Strafwetboek, alsmede van de artikelen 7, 25, 27, 54 en 67 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

5° de interneringsmaatregelen en terbeschikkingstellingen van de Regering op grond van de wetten van 9 april 1930 en van 1 juli 1964 tot de bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en gewoontemisdadigers;

6° de beslissingen inzake voorlopige hechtenis genomen op grond van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis en van 30 maart 1891 betreffende de aanhouding, aan boord van Belgische schepen, van door het Belgisch gerecht vervolgd of veroordeelde personen;

7° de verzoeken tot betaling van een geldsom met het oog op het verval van de strafvordering voor sommige misdrijven, bedoeld in artikel 216bis van het Wetboek van Strafvordering;

8° de maatregelen die op grond van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming ten aanzien van minderjarigen zijn genomen of van de decreten en ordonnances inzake jeugdbescherming genomen door de organen bedoeld in artikel 59bis, § 2bis en 4bis, van de Grondwet;

9° de ontzettingen uit de ouderlijke macht, alsmede de maatregelen van opvoedingsbijstand die door de jeugdrechtsbanken of de jeugdkamers bij de hoven van beroep, op grond van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, zijn uitgesproken of gelast;

10° les arrêtés de grâce, les mesures d'effacement des condamnations prévues par les articles 619 et 620 du Code d'instruction criminelle, ainsi que les mesures de réhabilitation prévues par les articles 621 et suivants du même Code;

11° les arrêtés ordonnant la libération conditionnelle;

12° les renvois de l'armée, de la police, de la gendarmerie ou du service de l'objection de conscience;

13° les déchéances ou interdictions prononcées par les cours et tribunaux; ou frappant des personnes condamnées par les cours et tribunaux;

14° La suspension du prononcé de la condamnation, ordonnée par application de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation;

15° les mesures prises à l'égard des malades mentaux par application de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux;

16° les mesures ou sanctions prévues par le Roi qui sont prononcées à l'égard d'une personne.

Lorsque les fins visées à l'alinéa 1er sont déterminées en vertu de la loi, la Commission de la protection de la vie privée rend un avis préalable.

§ 2. Le Roi peut, par arrêté délibéré en conseil des ministres, après avis de la Commission de la protection de la vie privée, prévoir des conditions particulières relatives au traitement des données visées au § 1er.

§ 3. Les données visées au § 1er, alinéa 1er, 1°, peuvent faire l'objet de traitements par des personnes physiques ou morales de droit public ou de droit privé aux seules fins de gestion de leur propre contentieux.

§ 4. Les données visées au § 1er, alinéa 1er, 3°, 4°, 5° et 7° à 14° peuvent faire l'objet de traitements par le casier judiciaire central tenu au Ministère de la Justice.

Les données visées au § 1er, alinéa 1er, 3°, 4°, 7°, 9°, 10° et 11° peuvent faire l'objet de traitements par les casiers judiciaires communaux.

§ 5. Moyennant avis préalable donné par écrit à l'intéressé, tout ou partie de données à caractère personnel énoncées au § 1er peuvent faire l'objet de traitements ou catégories de traitements par des personnes physiques ou morales de droit public ou de droit privé, désignées par arrêtés royaux délibérés en conseil des ministres, après avis de la Commission de la protection de la vie privée.

Les arrêtés royaux énumèrent limitativement les types de données autorisées, les catégories de personnes autorisées à traiter ces données, ainsi que l'utilisation qu'elles peuvent en faire.

§ 6. Les données mentionnées au § 1er peuvent être traitées sous la surveillance et la responsabilité d'un avocat, quand elles concernent les besoins de la défense des intérêts de ses clients et à condition que l'accès en soit réservé à l'avocat lui-même, à ses collaborateurs et préposés, ainsi qu'à son remplaçant et son successeur.

CHAPITRE III. — Le droit d'information, d'accès et de rectification

Art. 9. Lorsqu'une personne est enregistrée pour la première fois dans un traitement déterminé, elle est immédiatement informée, sauf dans les cas suivants :

1° il a été fait application de l'article 4, § 1er, alinéa 1er;

2° le traitement se situe dans une relation contractuelle entre la personne concernée et le maître du fichier;

3° le traitement se situe dans une relation entre la personne concernée et le maître du fichier, réglée par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance.

L'information comprend les données énumérées à l'article 4, § 1er, alinéa 1er.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sur avis de la Commission de la protection de la vie privée, dispenser certaines catégories de traitements de l'application du présent article ou prévoir que certaines catégories de traitements pourront s'y conformer par une procédure d'information collective, dans les conditions et selon les modalités qu'il détermine.

Art. 10. § 1er. Toute personne justifiant de son identité a le droit d'obtenir communication des données qu'un traitement contient à son sujet. Elle est avertie de la faculté d'exercer les recours prévus aux articles 12 et 14 et, éventuellement, de consulter le registre public prévu à l'article 18. A cette fin, l'intéressé adresse une

10° de gratiebesluiten, de maatregelen inzake uitwissing van veroordelingen bepaald in de artikelen 619 en 620 van het Wetboek van Strafvordering, alsmede de maatregelen inzake herstel in eer en rechten omschreven in de artikelen 621 en volgende van datzelfde Wetboek;

11° de besluiten die de voorwaardelijke invrijheidstelling gelasten;

12° de wegzendingen uit het leger, uit de politie, uit de rijkswacht of uit de dienst gewetensbezwaarden;

13° de vervallenverklaringen of de ontzettingen die door de hoven en rechtbanken zijn uitgesproken of die gelden ten aanzien van de door hoven en rechtbanken veroordeelde personen;

14° de opschorting van de uitspraak van de veroordeling, gelast op grond van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie;

15° de maatregelen genomen ten aanzien van de geesteszieken op grond van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieken;

16° de door de Koning bepaalde maatregelen of sancties die betreffende een persoon zijn uitgesproken.

Wanneer de doeleinden bedoeld in het eerste lid vastgesteld worden krachtens de wet, brengt de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer hierover vooraf advies uit.

§ 2. De Koning kan bij een in Ministerraad overlegd besluit, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, bijzondere voorwaarden stellen betreffende de verwerking van de gegevens bedoeld in § 1.

§ 3. De gegevens bedoeld in § 1, eerste lid, 1°, mogen door natuurlijke personen of door publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersonen uitsluitend voor het beheer van hun eigen geschillen worden verwerkt.

§ 4. De gegevens bedoeld in § 1, eerste lid, 3°, 4°, 5° en 7° tot 14° mogen door het centraal strafregister, gehouden op het Ministerie van Justitie, worden verwerkt.

De gegevens bedoeld in § 1, eerste lid, 3°, 4°, 7°, 9°, 10° en 11° mogen door de gemeentelijke strafregisters worden verwerkt.

§ 5. Met voorafgaande schriftelijke kennisgeving aan de betrokkene mogen de in § 1 vermelde persoonsgegevens geheel of gedeeltelijk het voorwerp zijn van verwerking van gegevens of van categorieën van verwerking van gegevens door natuurlijke personen dan wel door privaot of publiekrechtelijke personen, aangewezen bij in Ministerraad overlegde koninklijke besluiten, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

De koninklijke besluiten stellen een beperkende opsomming vast van de soorten gegevens die mogen worden opgenomen, van de categorieën van personen die gemachtigd zijn die gegevens te verwerken, alsmede van het gebruik dat zij ervan mogen maken.

§ 6. De in § 1 vermelde gegevens kunnen onder het toezicht en de verantwoordelijkheid van een advocaat verwerkt worden, wanneer ze de bescherming van de belangen van zijn cliënten betreffen en op voorwaarde dat alleen de advocaat, zijn medewerkers en aangestelden, alsmede zijn plaatsvervanger en zijn opvolger daartoe toegang hebben.

HOOFDSTUK III. — Het recht van kennisgeving, toegang en verbetering

Art. 9. Wanneer een persoon voor het eerst in een bepaalde verwerking wordt geregistreerd, moet hem daarvan onverwijld kennis worden gegeven, behalve in de volgende gevallen :

1° artikel 4, § 1, eerste lid, werd toegepast;

2° de verwerking kadert in een contractuele relatie tussen de betrokken persoon en de houder van het bestand;

3° de verwerking kadert in een relatie tussen de betrokken persoon en de houder van het bestand, geregeld door of krachtens een wet, een decreet of een ordonnantie.

In die kennisgeving worden de in artikel 4, § 1, eerste lid, opgesomde gegevens vermeld.

De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, op advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, bepaalde categorieën van verwerking vrijstellen van de toepassing van dit artikel of voorschrijven dat bepaalde categorieën van verwerking door een procedure van collectieve informatieverstrekking daarmee in overeenstemming kunnen worden gebracht, onder de voorwaarden en op de wijze die Hij bepaalt.

Art. 10. § 1. Elke persoon die zijn identiteit bewijst, heeft het recht kennis te krijgen van de hem betreffende gegevens die in een verwerking zijn opgenomen. Hij wordt in kennis gesteld van de mogelijkheid om de in de artikelen 12 en 14 bedoelde beroepen in te stellen en, eventueel, inzage te nemen van het in artikel 18 bedoelde

demande datée et signée au maître du fichier ou à toute autre personne désignée par le Roi.

Les renseignements sont communiqués sans délai et au plus tard dans les quarante-cinq jours de la réception de la demande. Le Roi fixe le montant, les conditions et les modalités du paiement d'une redevance préalable pour couvrir les seuls frais administratifs.

§ 2. Il ne doit être donné suite à une demande qu'à l'expiration d'un délai de douze mois, à compter de la date d'une demande antérieure d'une même personne à laquelle il a été répondu ou de la date à laquelle les données lui ont été communiquées d'office.

Dans des cas exceptionnels ou lorsqu'a eu lieu une modification des données, la Commission de la protection de la vie privée peut imposer le respect de délais inférieurs à douze mois.

§ 3. Les données visées à l'article 7 sont communiquées à l'intéressé par l'intermédiaire d'un médecin choisi par lui.

Art. 11. Les articles 9 et 10, § § 1er et 2, ne s'appliquent pas :

1° aux traitements de données à caractère personnel rendues anonymes dans le but exclusif d'établir et de diffuser des statistiques anonymes. Les intéressés continueront à avoir accès au fichier tant que les données à caractère personnel n'auront pas perdu ce caractère;

2° aux traitements de données à caractère personnel gérés par des autorités publiques en vue de l'exercice de leurs missions de police judiciaire;

3° aux traitements de données à caractère personnel gérés par les services de police visés à l'article 3 de la loi organique du 18 juillet 1991 du contrôle des services de police et de renseignements, en vue de l'exercice de leurs missions de police administrative;

4° aux traitements de données à caractère personnel gérés en vue de l'exercice de leurs missions de police administrative, par d'autres autorités publiques qui ont été désignées par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres après avis de la Commission de la protection de la vie privée.

Art. 12. § 1er. Toute personne a le droit d'obtenir sans frais la rectification de toute donnée à caractère personnel inexacte qui la concerne.

Toute personne a également le droit d'obtenir sans frais la suppression ou l'interdiction d'utilisation de toute donnée à caractère personnel la concernant qui, compte tenu du but du traitement, est incomplète ou non pertinente ou dont l'enregistrement, la communication ou la conservation sont interdits ou encore qui a été conservée au-delà de la période autorisée.

§ 2. Pour exercer ce droit, l'intéressé adresse une demande datée et signée au maître du fichier ou à toute autre personne désignée par le Roi.

§ 3. Dans le mois à compter de la demande introduire sur base du § 2, le maître du fichier communique les rectifications ou suppressions de données effectuées sur base du § 1er aux personnes auxquelles les données inexactes, incomplètes ou non pertinentes ont été communiquées, pour autant qu'il connaisse encore les destinataires de cette information.

Le maître du fichier conservera l'identité des destinataires de cette information pendant une période de douze mois.

Le Roi peut, après avis de la Commission de la protection de la vie privée et par arrêté délibéré en Conseil des ministres, prévoir des dérogations pour certaines catégories de traitements.

§ 4. Le présent article ne s'applique pas aux traitements de données à caractère personnel visés à l'article 11, 2° à 4°.

Art. 13. Toute personne justifiant de son identité a le droit de s'adresser sans frais à la Commission de la protection de la vie privée pour exercer son droit d'accès et de rectification à l'égard :

1° des traitements de données à caractère personnel visés à l'article 11, 2° à 4°;

2° des traitements gérés par l'administration de la Sûreté de l'Etat du Ministère de la Justice ou par le Service général du Renseignement et de la Sécurité du Ministère de la Défense nationale.

Le Roi détermine, après avis de la Commission de la protection de la vie privée et par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités d'exercice de ces droits.

openbare register. Daartoe richt de betrokkene een gedagtekend en ondertekend verzoek aan de houder van het bestand of aan iedere andere persoon die de Koning aanwijst.

De inlichtingen worden onverwijld en ten laatste binnen vijftientig dagen na ontvangst van het verzoek medegedeeld. De Koning bepaalt het bedrag, de voorwaarden en de wijze van betaling van een voorafgaande heffing om alleen de administratiekosten te dekken.

§ 2. Aan een aanvraag moet geen gevolg worden gegeven dan na verloop van twaalf maanden, te rekenen van de dagtekening van een vroegere aanvraag van dezelfde persoon waarop is geantwoord of te rekenen van de dagtekening waarop de gegevens hem ambtshalve zijn medegedeeld.

In buitengewone gevallen of wanneer een wijziging van de gegevens heeft plaatsgevonden, kan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer verplichten dat termijnen van minder dan twaalf maanden in acht worden genomen.

§ 3. De gegevens bedoeld in artikel 7 worden aan de betrokkene medegedeeld door toedoen van een door hem gekozen geneesheer.

Art. 11. De bepalingen van de artikelen 9 en 10, § § 1 en 2, zijn niet van toepassing :

1° op de verwerkingen van persoonsgegevens die anoniem zijn gemaakt met de uitsluitende bedoeling anonieme statistieken op te maken en te verspreiden. Zolang de persoonsgegevens van individuele aard zijn, blijven de belanghebbenden toegang hebben tot het bestand.

2° op de verwerkingen van persoonsgegevens beheerd door openbare overheden met het oog op de uitoefening van hun opdrachten van gerechtelijke politie;

3° op de verwerkingen van persoonsgegevens beheerd door de politiediensten bedoeld in artikel 3 van de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten, met het oog op de uitoefening van hun opdrachten van bestuurlijke politie;

4° op de verwerkingen van persoonsgegevens beheerd, met het oog op de uitoefening van hun opdrachten van bestuurlijke politie, door andere openbare overheden die aangewezen zijn bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Art. 12. § 1. Eenieder is gerechtigd alle onjuiste persoonsgegevens die op hem betrekking hebben kosteloos te doen verbeteren.

Eenieder is tevens gerechtigd kosteloos de verwijdering van of het verbod op de aanwending van alle hem betreffende persoonsgegevens te bekomen die, gelet op het doel van de verwerking, onvolledig of niet ter zake dienend zijn, of waarvan de registratie, de mededeling of de bewaring verboden zijn, of die na verloop van de toegestane duur zijn bewaard.

§ 2. Om dat recht uit te oefenen dient de belanghebbende een gedagtekend en ondertekend verzoek in bij de houder van het bestand of bij iedere andere persoon die de Koning aanwijst.

§ 3. Binnen een maand te rekenen van het tijdstip van indiening van het verzoek op grond van § 2, deelt de houder van het bestand de verbeteringen of verwijderingen van gegevens, gedaan op grond van § 1, mede aan de personen aan wie de onjuiste, onvolledige of niet ter zake dienende gegevens zijn medegedeeld, voor zover hij nog kennis heeft van de bestemmingen van de mededeling.

De houder van het bestand bewaart de identiteit van de bestemmingen van deze mededeling gedurende een periode van twaalf maanden.

De Koning kan, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en bij een in Ministerraad overlegd besluit, voor bepaalde categorieën van verwerking in afwijkingen voorzien.

§ 4. Dit artikel is niet van toepassing op de verwerkingen van persoonsgegevens bedoeld in artikel 11, 2° tot 4°.

Art. 13. Eenieder die doet blijken van zijn identiteit, is gerechtigd zich kosteloos tot de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer te wenden, teneinde zijn recht van toegang en op verbetering uit te oefenen ten aanzien van :

1° de verwerkingen van persoonsgegevens bedoeld in artikel 11, 2° tot 4°;

2° de verwerkingen van gegevens beheerd door het bestuur Veiligheid van Staat van het Ministerie van Justitie of door de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid van het Ministerie van Landsverdediging.

De Koning bepaalt, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en bij een in Ministerraad overlegd besluit, de wijze waarop deze rechten worden uitgeoefend.

La Commission de la protection de la vie privée communique uniquement à l'intéressé qu'il a été procédé aux vérifications nécessaires.

Art. 14. § 1er. Le président du tribunal de première instance, siégeant comme en référé, connaît de toute demande relative au droit accordé par ou en vertu de la loi, d'obtenir communication de données à caractère personnel, et de toute demande tendant à faire rectifier, supprimer ou interdire d'utiliser toute donnée à caractère personnel inexacte ou, compte tenu du but du traitement, incomplète ou non pertinente, dont l'enregistrement, la communication ou la conservation sont interdits ou encore qui a été conservée au-delà de la période autorisée.

§ 2. Le président du tribunal du domicile du requérant est compétent pour les demandes visées au § 1er. Si le requérant n'a pas de domicile en Belgique, le président du tribunal du domicile du maître du fichier, personne physique, est compétent. Si le maître du fichier est une personne morale, le président du tribunal du siège social ou du siège administratif est compétent.

L'ordonnance est prononcée en audience publique. Elle est exécutoire par provision, nonobstant appel ou opposition.

§ 3. La demande est introduite par requête contradictoire.

La requête contient à peine de nullité :

- 1° l'indication des jour, mois et an;
- 2° les nom, prénom, profession et domicile du requérant;
- 3° les nom, prénom et domicile de la personne à convoquer;
- 4° l'objet de la demande et l'exposé sommaire des moyens;
- 5° la signature du requérant ou de son avocat.

§ 4. La requête est envoyée par lettre recommandée à la poste au greffier de la juridiction ou déposée au greffe.

Après que, le cas échéant, les droits de mise au rôle ont été payés, les parties sont convoquées par le greffier sous pli judiciaire, à comparaître à l'audience fixée par le juge. Une copie de la requête est jointe à la convocation.

§ 5. L'action fondée sur le § 1er n'est recevable que si la demande visée à l'article 10, § 1er, ou celle visée à l'article 12, § 2, a été rejetée ou s'il n'y a pas été donné suite dans les quarante-cinq jours.

§ 6. Si des données inexactes, incomplètes ou non pertinentes, ou dont la conservation est interdite, ont été communiquées à des tiers, ou si une communication de données a eu lieu après l'expiration de la période durant laquelle la conservation de ces données était autorisée, le président du tribunal peut ordonner au maître du fichier d'informer ces tiers de la rectification ou de la suppression de ces données.

§ 7. Lorsqu'il existe des motifs impérieux de craindre la dissimulation ou la disparition des éléments de preuve pouvant être invoqués à l'appui d'une action prévue au § 1er, le président du tribunal de première instance, saisi par voie de requête unilatérale, signée et présentée par la partie ou son avocat, ordonne toute mesure de nature à éviter cette dissimulation ou cette disparition.

§ 8. Les dispositions des §§ 6 et 7 ne limitent en rien la compétence générale dont dispose en la matière le président du tribunal de première instance, siégeant en référé.

Art. 15. Dès la réception de la demande tendant à faire rectifier, supprimer ou interdire d'utiliser ou de divulguer des données à caractère personnel ou dès la notification de l'introduction de l'instance visée à l'article 14, et jusqu'à ce qu'une décision soit coulée en force de chose jugée, le maître du fichier doit indiquer clairement, lors de toute communication d'une donnée à caractère personnel, que celle-ci est contestée.

CHAPITRE IV. — De la gestion des traitements de données à caractère personnel

Art. 16. § 1er. Le maître du fichier ou, le cas échéant son représentant en Belgique, est tenu :

1° d'établir pour chaque traitement automatisé un état où sont consignés la nature des données traitées, le but du traitement, les rapprochements, les interconnexions et les consultations, ainsi que les personnes ou les catégories de personnes à qui les données à caractère personnel sont transmises;

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer deelt uitsluitend aan de betrokkene mede dat de nodige verificaties werden verricht.

Art. 14. § 1. De voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, zitting houdende zoals in kort geding, neemt kennis van de vorderingen betreffende het door of krachtens de wet verleende recht om kennis te krijgen van persoonsgegevens, alsook van de vorderingen tot verbetering, tot verwijdering of tot het verbieden van de aanwending van onjuiste persoonsgegevens of die gelet op het doel van de verwerking onvolledig of niet ter zake dienend zijn, dan wel waarvan de registratie de mededeling of de bewaring verboden is of die langer bewaard werden dan de toegestane duur.

§ 2. De voorzitter van de rechtbank van de woonplaats van de eiser is bevoegd voor de in § 1 bedoelde vorderingen. Indien de eiser geen woonplaats in België heeft, is de voorzitter van de rechtbank van de woonplaats van de houder van het bestand, die een natuurlijke persoon is, bevoegd. Indien de houder van het bestand een rechtspersoon is, is de voorzitter van de rechtbank van de maatschappelijke of administratieve zetel bevoegd.

De beschikking wordt in openbare rechtszitting uitgesproken. Zij is uitvoerbaar bij voorraad, niettegenstaande hoger beroep of verzet.

§ 3. De vordering wordt ingediend bij verzoekschrift op tegenspraak.

Het verzoekschrift vermeldt op straffe van nietigheid :

- 1° de dag, de maand en het jaar;
- 2° de naam, de voornaam, het beroep en de woonplaats van de eiser;
- 3° de naam, de voornaam en de woonplaats van de op te roepen persoon;
- 4° het voorwerp van de vordering en de korte samenvatting van de middelen;
- 5° de handtekening van de eiser of van zijn advocaat.

§ 4. Het verzoekschrift wordt bij ter post aangetekende brief toegezonden aan de griffier van het gerecht of ter griffie neergelegd.

Nadat, in voorkomend geval de rolrechten zijn betaald, worden de partijen door de griffier bij gerechtsbrief opgeroepen om te verschijnen op de zitting die de rechter bepaalt. Bij de oproeping wordt een afschrift van het verzoekschrift gevoegd.

§ 5. De op grond van § 1 ingestelde vordering is pas ontvankelijk als het verzoek, bedoeld in artikel 10, § 1, of dat bedoeld in artikel 12, § 2, is afgewezen of als daaraan binnen vijftienveertig dagen geen gevolg is gegeven.

§ 6. Indien onjuiste, onvolledige of niet ter zake dienende gegevens of gegevens waarvan de bewaring verboden is aan derden zijn medegedeeld, dan wel wanneer een mededeling van gegevens heeft plaatsgehad na verloop van de tijd waarin de bewaring van die gegevens toegelaten is, kan de voorzitter van de rechtbank gelasten dat de houder van het bestand aan die derden van de verbetering of de verwijdering van die gegevens kennis geeft.

§ 7. Wanneer dwingende redenen de vrees doen rijzen dat bewijsmateriaal dat kan worden aangevoerd bij een in § 1 bedoelde vordering zou kunnen worden verheeld of verdwijnen, gelast de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg op eenzijdig verzoekschrift, ondertekend en ingediend door de partij of haar advocaat, elke maatregel ter voorkoming van die verheeling of verdwijning.

§ 8. De bepalingen van de §§ 6 en 7 houden geen beperking in van de algemene bevoegdheid ter zake van de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, zetelend in kort geding.

Art. 15. Onmiddellijk bij het ontvangen van het verzoek tot verbetering, verwijdering of verbod van gebruik of bekendmaking van persoonsgegevens of bij de kennisgeving van de instelling van het geding bedoeld in artikel 14 en tot een beslissing in kracht van gewijsde is getreden, dient de houder van het bestand bij elke mededeling van een persoonsgegeven duidelijk aan te geven dat het gegeven betwist is.

HOOFDSTUK IV. — beheer over de verwerking van persoonsgegevens

Art. 16. § 1. De houder van het bestand of, in voorkomend geval zijn vertegenwoordiger in België, moet :

1° voor elke geautomatiseerde verwerking een staat opmaken waarin worden vermeld de aard van de verwerkte gegevens, het doel van de verwerking, de onderlinge verbanden, de onderlinge verbandingen en de raadplegingen, alsmede de personen of de categorieën van personen aan wie de persoonsgegevens worden doorgegeven;

2° de s'assurer de la conformité des programmes servant au traitement automatisé des données à caractère personnel avec les termes de la déclaration visée à l'article 17 ainsi que la régularité de leur application;

3° de faire toute diligence pour tenir les données à jour, pour rectifier ou supprimer les données inexacts, incomplètes, ou non pertinentes, ainsi que celles obtenues ou traitées en méconnaissance des articles 4 à 8;

4° de veiller à ce que l'accès au traitement soit limité aux seules personnes qui, en raison de leurs fonctions ou pour les besoins du service, ont directement accès aux informations enregistrées, à ce que ces personnes ne puissent effectuer des modifications, des ajouts, des effacements, des lectures, des rapprochements ou des interconnexions non prévus, non autorisés ou interdits;

5° de veiller à ce que les données à caractère personnel ne puissent être communiquées qu'aux catégories de personnes admises à y accéder.

§ 2. Le maître du fichier est également tenu de faire connaître aux personnes visées au § 1er, 4°, les dispositions de la présente loi, ainsi que toutes autres prescriptions relatives aux exigences particulières de la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et ayant rapport avec la finalité du traitement.

§ 3. Afin de garantir la sécurité des données à caractère personnel, le maître du fichier ou, le cas échéant son représentant en Belgique, doit prendre les mesures techniques et organisationnelles requises pour protéger les fichiers contre la destruction accidentelle ou non autorisée, contre la perte accidentelle ainsi que contre la modification, l'accès et tout autre traitement non autorisé de données à caractère personnel.

Ces mesures doivent assurer un niveau de protection adéquat, compte tenu, d'une part, de l'état de la technique en la matière et des frais qu'entraîne l'application de ces mesures et, d'autre part, de la nature des données à protéger et des risques potentiels.

Sur avis de la Commission de la protection de la vie privée, le Roi peut édicter des normes appropriées en matière de sécurité informatique pour toutes ou certaines catégories de traitements.

CHAPITRE V. — Déclaration préalable et publicité des traitements

Art. 17. § 1er. Avant la mise en œuvre d'un traitement automatisé de données à caractère personnel, une déclaration est faite auprès de la Commission de la protection de la vie privée, par le maître du fichier.

§ 2. La Commission adresse dans les trois jours ouvrables un accusé de réception de la déclaration.

Si la déclaration est incomplète, la Commission en informe le déclarant.

§ 3. La déclaration doit mentionner :

1° la date de la déclaration et, le cas échéant, la mention de la loi, du décret, de l'ordonnance ou de l'acte réglementaire décidant la création du traitement automatisé;

2° les nom, prénoms et adresse complète ou la dénomination et le siège du maître du fichier et, le cas échéant, de son représentant en Belgique;

3° les nom, prénoms et adresse complète ou la dénomination et le siège du gestionnaire du traitement automatisé;

4° la dénomination du traitement automatisé;

5° le but poursuivi par le traitement automatisé;

6° les catégories de données à caractère personnel qui sont traitées avec une description particulière des données visées aux articles 6 à 8;

7° les catégories de personnes admises à obtenir les données;

8° les garanties dont doit être entourée la communication des données aux personnes visées au 7°;

9° les moyens par lesquels les personnes qui font l'objet des données en seront informées, le service auprès duquel s'exercera le droit d'accès et les mesures prises pour faciliter l'exercice de ce droit;

10° la période au-delà de laquelle les données ne peuvent plus, le cas échéant, être gardées, utilisées ou diffusées.

§ 4. Dans le cadre de ses pouvoirs de contrôle et d'enquête prévus à l'article 31 et 32, la Commission de la protection de la vie privée a le pouvoir d'exiger d'autres éléments d'information, notamment

2° zich ervan vergewissen of programma's voor de geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens in overeenstemming zijn met de vermeldingen in de aangifte waarvan sprake is in artikel 17 en dat er geen wederrechtelijk gebruik van wordt gemaakt;

3° er nauwlettend over waken dat de gegevens worden bijgewerkt, dat de onjuiste, onvolledige en niet ter zake dienende gegevens, alsmede die welke zijn verkregen of verwerkt in strijd met de artikelen 4 tot 8, worden verbeterd of verwijderd;

4° ervoor zorgen dat de toegang tot de verwerking beperkt blijft tot de personen die uit hoofde van hun taak of voor de behoeften van de dienst rechtstreeks toegang hebben tot de geregistreerde informatie en dat voor die personen het wijzigen, het toevoegen, het uitwissen of het lezen van gegevens, alsmede het tot stand brengen van onderlinge verbanden of onderlinge verbindingen onmogelijk is, indien zodanige bewerkingen niet voorgeschreven, niet toegestaan of verboden zijn;

5° ervoor zorgen dat de persoonsgegevens alleen kunnen worden medegedeeld aan de categorieën van personen die gerechtigd zijn toegang te hebben.

§ 2. De houder van het bestand moet voorts aan de in § 1, 4°, bedoelde personen kennisgeven van de bepalingen van deze wet, alsmede van alle andere voorschriften in verband met de bijzondere vereisten inzake bescherming van de persoonlijke levenssfeer die bij het verwerken van persoonsgegevens worden gesteld en die betrekking hebben op het doel van de verwerking.

§ 3. Om de veiligheid van de persoonsgegevens te waarborgen, moet de houder van het bestand, of in voorkomend geval zijn vertegenwoordiger in België, de gepaste technische en organisatorische maatregelen treffen, die nodig zijn voor de bescherming van de bestanden tegen toevallige of ongeoorloofde vernietiging, tegen toevallig verlies, evenals tegen de wijziging van of de toegang tot, en iedere andere niet toegelaten verwerking van persoonsgegevens.

Deze maatregelen moeten een passend beveiligingsniveau verzekeren, rekening houdend, enerzijds, met de stand van de techniek terzake en de kosten voor het toepassen van de maatregelen en, anderzijds, met de aard van de te beveiligen gegevens en de potentiële risico's.

Op advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer kan de Koning voor alle of voor bepaalde categorieën van verwerkingen aangepaste normen inzake informatieveiligheid uitvaardigen.

HOOFDSTUK V. — Voorafgaande aangifte en openbaarheid van de verwerkingen

Art. 17. § 1. Alvorens een geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens wordt gestart, wordt daarvan bij de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer aangifte gedaan door de houder van het bestand.

§ 2. De Commissie doet binnen drie werkdagen een ontvangstbewijs van de aangifte geworden.

Indien de aangifte onvolledig is, moet de Commissie de aangever daarvan op de hoogte brengen.

§ 3. Deze aangifte moet vermelden :

1° de datum van de aangifte en in voorkomend geval, de wet, het decreet of de ordonnantie of de reglementaire akte waarbij de geautomatiseerde verwerking wordt ingesteld;

2° de naam, de voornamen en het volledig adres of de benaming en de zetel van de houder van het bestand en in voorkomend geval van zijn vertegenwoordiger in België;

3° de naam, de voornamen en het volledig adres of de benaming en de zetel van de bewerker;

4° de benaming van de geautomatiseerde verwerking;

5° het doel van de geautomatiseerde verwerking;

6° de categorieën van de verwerkte persoonsgegevens met een bijzondere beschrijving van de gegevens bedoeld in de artikelen 6 tot 8;

7° de categorieën van personen die gerechtigd zijn de gegevens te verkrijgen;

8° de waarborgen die aan de mededeling van gegevens van de in 7° bedoelde personen verbonden moeten zijn;

9° de wijze waarop de personen op wie de gegevens betrekking hebben daarvan in kennis worden gesteld, de dienst waarbij het recht op toegang kan worden uitgeoefend en de maatregelen genomen om de uitoefening van dat recht te vergemakkelijken;

10° de termijn waarna, in voorkomend geval, de gegevens niet meer mogen bewaard, gebruikt of verspreid worden.

§ 4. In het kader van haar controle- en onderzoeksbevoegdheid bedoeld in artikel 31 en 32 is de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer gemachtigd tot het opeisen van andere

l'origine des données à caractère personnel, la technique d'automatisation choisie et les mesures de sécurité prévues.

§ 5. Chaque traitement automatisé doit faire l'objet d'une déclaration.

§ 6. En outre, si les données traitées sont destinées, même occasionnellement, à faire l'objet d'une transmission vers l'étranger, quel que soit le support utilisé, la déclaration doit mentionner :

- 1° les catégories de données qui font l'objet de la transmission;
- 2° pour chaque catégorie de données, le pays de destination.

Les indications visées à l'alinéa 1er doivent être mentionnées dans la déclaration, même si les opérations de traitement sont effectuées en Belgique à partir d'opérations réalisées à l'étranger.

§ 7. La suppression d'un traitement automatisé ou toute modification d'une des indications énumérées aux §§ 3 et 6 doit faire l'objet, selon le cas, d'une notification ou d'une déclaration préalable.

§ 8. Sur proposition ou sur avis de la Commission de la protection de la vie privée, le Roi peut exempter d'une déclaration les catégories de traitements automatisés de données à caractère personnel qui ne présentent manifestement pas de risque d'atteinte à la vie privée ou autoriser pour ces traitements l'établissement d'une déclaration réduite à certaines mentions.

§ 9. Lors de l'accomplissement d'une déclaration, le maître du fichier est tenu de verser une contribution au comptable institué auprès de la Commission de la protection de la vie privée conformément aux dispositions des lois sur la comptabilité de l'Etat. Le Roi règle le montant de cette contribution, qui ne peut excéder la somme de dix mille francs, en fonction du type de déclaration et de l'importance du traitement déclaré. Il règle également les modalités selon lesquelles elle doit être acquittée.

Art. 18. Il est tenu auprès de la Commission de la protection de la vie privée un registre des traitements automatisés de données à caractère personnel.

L'inscription au registre contient les indications visées à l'article 17, §§ 3 et 6.

Ce registre est accessible au public selon les modalités arrêtées par le Roi.

Le numéro d'identification du traitement dans ce registre devra figurer sur toute pièce qui en matérialisera l'usage.

Art. 19. Lorsque la Commission de la protection de la vie privée estime qu'un fichier manuel est susceptible de porter atteinte à la vie privée, elle peut soit d'office, soit sur requête d'une personne concernée enjoindre au maître du fichier de lui communiquer tout ou partie des informations énumérées à l'article 17.

Art. 20. Lorsqu'un système spécifique d'autorisations ou de déclarations préalables de traitements de données prévoyant la mise à disposition d'un comité de surveillance particulier des informations visées à l'article 17, §§ 3 et 6 et l'inscription dans un registre public des informations visées à l'article 17, §§ 3 et 6, est prévu par ou en vertu de la loi, les obligations visées aux articles 17, 18 et 19 sont réputées accomplies lorsque l'ensemble de ces informations est tenu de façon permanente à la disposition de la Commission de la protection de la vie privée.

L'article 17, § 9 est applicable.

CHAPITRE VI. — Des interconnexions de traitements et des flux transfrontaliers de données

Art. 21. Les rapprochements, interconnexions ou tout autre forme de mise en relation de données à caractère personnel faisant l'objet de traitements peuvent être, en vue d'assurer le droit au respect de la vie privée, interdits ou réglementés selon les modalités fixées par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, sur proposition ou après avis de la Commission de la protection de la vie privée.

Art. 22. Sans préjudice des Conventions internationales auxquelles la Belgique est partie, la transmission entre le territoire belge et l'étranger sous quelque forme que ce soit, de données à caractère personnel faisant l'objet d'un traitement peut, en vue d'assurer le droit au respect de la vie privée, soit être interdite, soit être soumise à une autorisation préalable, soit être réglementée.

gegevens, met name de oorsprong van de persoonsgegevens, de gekozen automatiseringstechniek en de voorziene beveiligingsmaatregelen.

§ 5. Voor elke geautomatiseerde verwerking is een aangifte vereist.

§ 6. Wanneer de verwerkte gegevens, zelfs occasioneel, bestemd zijn om naar het buitenland te worden doorgezonden, moet, ongeacht de gebruikte gegevensdrager, daarenboven in de aangifte worden vermeld :

- 1° de categorieën van gegevens die worden doorgezonden;
- 2° voor elke categorie van gegevens, het land van bestemming.

De in het eerste lid bedoelde vermeldingen moeten in de aangifte worden opgenomen, ook wanneer de verwerking van de gegevens in België geschiedt met als uitgangspunt bewerkingen die in het buitenland zijn uitgevoerd.

§ 7. Ingeval aan een geautomatiseerde verwerking een einde wordt gemaakt of enige vermelding voorgeschreven bij de §§ 3 en 6 wordt gewijzigd, moet daarvan naar gelang van het geval voorafgaandelijk kennis worden gegeven of aangifte worden gedaan.

§ 8. Op voordracht of op advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer kan de Koning bepaalde soorten geautomatiseerde verwerkingen van persoonsgegevens die kennelijk geen gevaar inhouden op het gebied van de schending van de persoonlijke levenssfeer, van die aangifte vrijstellen of toestaan dat voor die verwerkingen een tot bepaalde vermeldingen beperkte aangifte wordt gedaan.

§ 9. De houder van het bestand is gehouden op het ogenblik van de verrichting van de aangifte, een bijdrage te storten aan de rekenplichtige aangesteld bij de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, overeenkomstig de bepalingen van de wetten op de Rijkscomptabiliteit. De Koning stelt het bedrag van deze bijdrage, die tienduizend frank niet mag overschrijden, vast op grond van de aard van de aangifte en van de belangrijkheid van de opgegeven verwerking. Hij regelt tevens de modaliteiten voor de betaling ervan.

Art. 18. Bij de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer wordt een register gehouden van de geautomatiseerde verwerkingen van persoonsgegevens.

Bij de inschrijving in dat register moeten de gegevens bedoeld in artikel 17, §§ 3 en 6 worden opgenomen.

Dat register staat ter inzage van eenieder op de wijze door de Koning bepaald.

Het identificatienummer van de verwerking in dat register moet vermeld staan op ieder stuk waarvoor ze gebruikt is.

Art. 19. Wanneer de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer meent dat een manueel bestand een mogelijke schending van de persoonlijke levenssfeer inhoudt, kan zij hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van een betrokkene de houder van het bestand opleggen haar mededeling te verstrekken van het geheel of een gedeelte van de inlichtingen opgesomd in artikel 17.

Art. 20. Indien door of krachtens een wet wordt voorzien in een specifiek systeem van voorafgaande machtigingen of aangiften van verwerkingen van gegevens, dat voorziet in het ter beschikking stellen van een bijzonder toezichtcomité van de inlichtingen vermeld in artikel 17, §§ 3 en 6 en in het inschrijven in een openbaar register van de vermeldingen bedoeld in artikel 17, §§ 3 en 6, wordt geacht aan de verplichtingen van de artikelen 17, 18 en 19 te zijn voldaan wanneer het geheel van deze informatie op permanente wijze ter beschikking wordt gehouden van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Artikel 17, § 9 is van overeenkomstige toepassing.

HOOFDSTUK VI. — Onderlinge verbindingen van verwerkingen en grensoverschrijdend verkeer van gegevens

Art. 21. De onderlinge verbanden, onderlinge verbindingen of enige andere wijze van in relatie brengen van persoonsgegevens die het voorwerp zijn van verwerkingen kunnen, ter vrijwaring van het recht op eerbiediging van de persoonlijke levenssfeer, worden verboden of geregeld op de wijze bepaald bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, op voorstel of na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Art. 22. Onverminderd de internationale overeenkomsten waarbij België partij is, kan de overdracht van verwerkte persoonsgegevens in enigerlei vorm tussen het Belgisch grondgebied en het buitenland, hetzij verboden worden, hetzij onderworpen worden aan een voorafgaande vergunning, hetzij gereguleerd worden, met het oog op de vrijwaring van het recht op eerbiediging van de persoonlijke levenssfeer.

L'interdiction, l'autorisation préalable ou la réglementation de la transmission de ces données entre le territoire belge et l'étranger, sont fixées selon les modalités déterminées par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, après avis de la Commission de la protection de la vie privée.

CHAPITRE VII. — La Commission de la protection de la vie privée

Art. 23. Il est institué auprès du Ministère de la Justice une commission indépendante appelée « Commission de la protection de la vie privée », composée de membres de droit désignés par les comités de surveillance institués par des lois particulières et de membres, parmi lesquels le Président, désignés tantôt par la Chambre des Représentants, tantôt par le Sénat.

Le siège de la Commission est établi dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

Art. 24. § 1er. Outre les membres de droit, la Commission comprend huit membres effectifs dont un magistrat qui en assume la présidence, et huit membres suppléants dont un magistrat. Ce nombre peut toutefois être augmenté par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres de façon à ce que le nombre des membres de droit ne puisse dépasser la moitié du nombre total des membres. Un comité de surveillance ne peut être représenté dans la Commission par plus de deux membres.

§ 2. La Commission est composée d'un nombre égal de membres d'expression française et de membres d'expression néerlandaise.

§ 3. Les membres désignés par la Chambre ou le Sénat sont élus pour un terme de six ans, renouvelable, sur des listes comprenant, pour chaque mandat à pourvoir, deux candidats, présentés par le Conseil des ministres. Ils peuvent être relevés de leur charge par la Chambre qui les a nommés en cas de manquement à leurs devoirs ou d'atteinte à la dignité de leur fonction.

Les membres, désignés par la Chambre ou le Sénat, doivent offrir toutes les garanties leur permettant d'exercer leur mission avec indépendance et toutes les garanties de compétence à l'égard des systèmes d'information.

La Commission est composée de telle façon qu'il existe dans son sein un équilibre entre les différents groupes socio-économiques.

Outre le Président, la Commission comprend au moins, parmi les membres effectifs et parmi les membres suppléants, un juriste, un informaticien, une personne pouvant justifier d'une expérience professionnelle dans la gestion de données à caractère personnel relevant du secteur privé, et une personne pouvant justifier d'une expérience professionnelle dans la gestion de données à caractère personnel relevant du secteur public.

§ 4. Pour être nommés et rester Président ou membre, effectif ou suppléant, les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

- 1^o être Belge;
- 2^o jouir de leurs droits civils et politiques;
- 3^o ne pas être membre du Parlement européen ou des Chambres législatives, ni d'un Conseil de Communauté ou d'un Conseil régional.

§ 5. Dans les limites de leurs attributions, le Président et les membres ne reçoivent d'instructions de personne. Ils ne peuvent être relevés de leur charge à l'occasion des opinions qu'ils émettent ou des actes qu'ils accomplissent pour remplir leurs fonctions.

§ 6. Il est interdit aux membres de la Commission d'être présents lors de la délibération sur les objets pour lesquels ils ont un intérêt personnel ou direct ou pour lesquels leurs parents ou alliés jusqu'au quatrième degré ont un intérêt personnel ou direct.

Art. 25. En cas d'empêchement ou d'absence d'un membre effectif ainsi qu'en cas de vacance de son mandat, il est remplacé par son suppléant.

Le membre effectif ou suppléant dont le mandat prend fin avant l'expiration du terme de six ans est remplacé selon les procédures prévues à l'article 24 par un membre effectif ou suppléant élu pour le terme restant à courir.

Art. 26. Le Président de la Commission exerce ses fonctions à temps plein.

Pendant la durée de son mandat, il ne peut exercer aucune autre activité professionnelle. La Chambre qui l'a nommé peut accorder des dérogations à cette incompatibilité à condition qu'elles n'empêchent pas l'intéressé d'accomplir convenablement sa mission.

De voorschriften betreffende het verbod, de voorafgaande vergunning en de reglementering met betrekking tot de overdracht van die gegevens tussen het Belgisch grondgebied en het buitenland worden vastgesteld op de wijze bepaald bij een in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

HOOFDSTUK VII. — Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer

Art. 23. Bij het Ministerie van Justitie wordt een onafhankelijke Commissie ingesteld, « Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer » genaamd, die samengesteld is uit leden van rechtswege, aangewezen door bij bijzondere wetten ingestelde toezichtcomités, en uit leden, onder wie de Voorzitter, die om beurt door de Kamer van Volksvertegenwoordigers en door de Senaat worden aangewezen.

De zetel van de Commissie is gevestigd in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

Art. 24. § 1. Benevens de leden van rechtswege bestaat de Commissie uit acht leden, onder wie een magistraat die het voorzitterschap waarneemt, en acht plaatsvervangende leden, onder wie een magistraat. De Koning kan bij in Ministerraad overlegd besluit het aantal leden evenwel op zodanige wijze verhogen dat het aantal leden van rechtswege niet hoger is dan de helft van het totale aantal leden. Een toezichtcomité mag in de Commissie door niet meer dan twee leden worden vertegenwoordigd.

§ 2. De Commissie bestaat uit een gelijk aantal Nederlandstalige en Franstalige leden.

§ 3. De door de Kamer en de Senaat aangewezen leden worden gekozen voor een hernieuwbare termijn van zes jaar op door de Ministerraad voorgedragen lijsten die voor ieder te bekleden mandaat twee kandidaten bevatten. Zij kunnen door de Kamer die hen heeft aangewezen, van hun opdracht worden ontheven wegens tekortkomingen in hun taken of wegens inbreuk op de waardigheid van hun ambt.

De leden, aangewezen door de Kamer of de Senaat, moeten alle waarborgen bieden met het oog op een onafhankelijke uitoefening van hun opdracht, alsmede volledig bevoegd zijn op het stuk van de informatiesystemen.

De Commissie is op zodanige wijze samengesteld dat in haar midden een evenwicht bestaat tussen de verschillende sociaal-economische groepen.

Benevens de Voorzitter, bevat de Commissie, onder haar vaste leden en onder haar plaatsvervangende leden, ten minste een jurist, een informaticus, een persoon die beroepservaring in het beheer van persoonsgegevens afhangende van de private sector kan voorleggen en een persoon die beroepservaring in het beheer van persoonsgegevens afhangende van de openbare sector kan voorleggen.

§ 4. Om tot Voorzitter of vast, dan wel plaatsvervangend lid van de Commissie te worden benoemd en het te blijven, moeten de kandidaten aan de volgende voorwaarden voldoen :

- 1^o Belg zijn;
- 2^o de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 3^o geen lid zijn van het Europees parlement of van de Wetgevende Kamers, noch van een Gemeenschaps- of Gewestraad.

§ 5. Binnen de perken van hun bevoegdheden krijgen de Voorzitter en de leden van niemand onderrichtingen. Zij kunnen niet van hun mandaat worden ontheven voor meningen die zij uiten of daden die zij stellen bij het vervullen van hun functie.

§ 6. Het is de leden van de Commissie verboden tegenwoordig te zijn bij een beraadslaging over zaken waarbij zij een persoonlijk en rechtstreeks belang hebben of waarbij hun bloed- of aanverwanten tot en met de vierde graad een persoonlijk en rechtstreeks belang hebben.

Art. 25. Wanneer een vast lid verhinderd is of afwezig alsmede in het geval dat zijn mandaat openvalt, wordt het lid vervangen door zijn plaatsvervanger.

Het vast of het plaatsvervangend lid waarvan het mandaat een einde neemt voor het verstrijken van de termijn van zes jaar wordt volgens de in artikel 24 bedoelde procedures vervangen door een vast of een plaatsvervangend lid dat voor de rest van de termijn wordt gekozen.

Art. 26. De Voorzitter van de Commissie oefent zijn functie voltijds uit.

Tijdens de duur van zijn mandaat mag hij geen andere beroepsbezigheid uitoefenen. De Kamer die hem heeft benoemd kan afwijkingen op die onverenigbaarheid toestaan op voorwaarde dat ze de betrokkene niet beletten zijn opdracht naar behoren te vervullen.

Il est pourvu à son remplacement comme magistrat par une nomination en surnombre. S'il s'agit d'un chef de corps, il est pourvu à son remplacement par la nomination en surnombre d'un magistrat au rang immédiatement inférieur.

Il jouit d'un traitement égal à celui de Premier Avocat général près la Cour de cassation, ainsi que des augmentations et avantages y afférents.

Il retrouve sa place sur la liste de rang dès la cessation de son mandat.

Art. 27. Avant leur entrée en fonction, le Président et les membres effectifs ou suppléants prêtent entre les mains, selon le cas, du Président de la Chambre des Représentants ou du Président du Sénat, le serment suivant :

« Je jure de remplir en toute conscience et impartialité les devoirs de ma charge. »

Art. 28. La Commission de la protection de la vie privée établit son règlement d'ordre intérieur dans le mois de son installation. Il est communiqué aux Chambres législatives.

La Commission ne délibère valablement que si la majorité de ses membres au moins est présente. Elle décide à la majorité absolue. En cas de parité des voix, la voix du Président ou, s'il est empêché, ce son suppléant est prépondérante.

Art. 29. § 1er. La Commission émet soit d'initiative, soit sur demande du Gouvernement, des Chambres législatives, des Exécutifs communautaires ou régionaux, des Conseils de communauté ou régionaux, du Collège réuni ou de l'Assemblée réunie visés à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises ou d'un comité de surveillance, des avis sur toute question relative à l'application des principes fondamentaux de la protection de la vie privée dans le cadre de la présente loi, ainsi que des lois contenant des dispositions relatives à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

§ 2. Toute demande est adressée à la Commission par pli recommandé à la poste.

Sauf si la loi en dispose autrement, la Commission émet ses avis dans un délai de soixante jours après que toutes les données nécessaires à cet effet lui auront été communiquées.

§ 3. Dans les cas où l'avis de la Commission est requis par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance, il peut être dérogé à cette obligation lorsque l'avis n'a pas été rendu dans le délai prévu au paragraphe 2.

Dans les cas où l'avis de la Commission est requis par une disposition de la présente loi, à l'exception de l'article 11, le délai visé au § 2 est réduit à quinze jours au minimum dans des cas d'urgence spécialement motivés.

§ 4. Les avis de la Commission sont motivés.

§ 5. La Commission communique son avis à l'autorité concernée.

Une copie de l'avis est adressée au Ministre de la Justice.

Dans les cas où l'avis de la Commission est requis, l'avis doit être publié au *Moniteur belge* en même temps que l'acte réglementaire auquel il se rapporte.

Art. 30. § 1er. La Commission peut émettre, soit d'initiative, soit sur demande du Gouvernement, des Chambres législatives, des Exécutifs communautaires ou régionaux, des Conseils de Communauté ou régionaux, du Collège réuni ou de l'Assemblée réunie visés à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises ou d'un comité de surveillance, des recommandations sur toute question relative à l'application des principes fondamentaux de la protection de la vie privée dans le cadre de la présente loi, ainsi que des lois contenant des dispositions relatives à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

§ 2. Avant d'adresser une recommandation au maître d'un fichier, la Commission lui donne l'occasion de faire connaître son point de vue.

§ 3. Les recommandations de la Commission sont motivées. Une copie de chaque recommandation est transmise au Ministre de la Justice.

Art. 31. § 1er. Sans préjudice de toute action devant les tribunaux et sauf si la loi en dispose autrement, la Commission examine les plaintes signées et datées qui lui sont adressées. Ces plaintes peuvent avoir trait à sa mission de protection de la vie privée à

In zijn vervanging als magistraat wordt voorzien door een benoeming in overtal. Wanneer het een korpschef betreft wordt in zijn vervanging voorzien door de benoeming in overtal van een magistraat tot de onmiddellijk lagere rang.

Hij geniet een wedde die gelijkstaat met die van eerste-advocaat-generaal bij het Hof van Cassatie, alsmede de daaraan verbonden verhogingen en voordelen.

Hij neemt zijn plaats op de ranglijst weer in van het ogenblik af dat hij zijn mandaat neerlegt.

Art. 27. Alvorens hun ambt te aanvaarden, leggen de Voorzitter en de vaste of de plaatsvervangende leden, naar gelang van het geval, in handen van de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers of van de Voorzitter van de Senaat de volgende eed af :

« Ik zweer de plichten van mijn opdracht gewetensvol en onpartijdig te vervullen. »

Art. 28. De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer moet binnen een maand na haar instelling, haar reglement van orde opstellen. Het wordt medegedeeld aan de Wetgevende Kamers.

De Commissie beraadslaagt slechts dan op geldige wijze, wanneer ten minste de meerderheid van haar leden aanwezig is. Zij beslist bij volstreekte meerderheid. Bij staking van de stemmen is de stem van de Voorzitter of bij diens afwezigheid, van zijn plaatsvervanger doorslaggevend.

Art. 29. § 1. De Commissie dient van advies, hetzij uit eigen beweging, hetzij op verzoek van de Regering, van de Wetgevende Kamers, van de Gemeenschaps- of Gewestexecutieven, van de Gemeenschaps- of Gewestraden, van het Verenigd College of van de Verenigde Vergadering bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, of van een toezichtcomité, omtrent iedere aangelegenheid die betrekking heeft op de toepassing van de grondbeginselen van de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, in het kader van deze wet en van de wetten die bepalingen bevatten inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

§ 2. Elk verzoek wordt bij de Commissie ingediend bij ter post aangekende brief.

Tenzij de wet anders bepaalt, brengt de Commissie advies uit binnen zestig dagen nadat alle daartoe noodzakelijke gegevens aan de Commissie zijn medegedeeld.

§ 3. In de gevallen waar het advies van de Commissie door of krachtens een wet, een decreet of een ordonnantie vereist is, mag aan deze vereiste voorbijgegaan worden wanneer het advies niet werd verleend binnen de termijn bedoeld in paragraaf 2.

In de gevallen waar het advies van de Commissie vereist is krachtens een bepaling van deze wet, met uitzondering van artikel 11, wordt de termijn bedoeld in § 2 in speciaal gemotiveerde dringende gevallen vermindert tot ten minste vijftien dagen.

§ 4. De adviezen van de Commissie zijn met redenen omkleed.

§ 5. De Commissie deelt haar advies aan de betrokken overheid mede.

Een afschrift van het advies wordt medegedeeld aan de minister van Justitie.

In de gevallen waar het advies van de Commissie vereist is, wordt het samen met de reglementsbepaling waarop het betrekking heeft, in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 30. § 1. De Commissie kan aanbevelingen richten, hetzij uit eigen beweging, hetzij op verzoek van de Regering, van de Wetgevende Kamers, van de Gemeenschaps- of Gewestexecutieven, van de Gemeenschaps- of Gewestraden, van het Verenigd College of van de Verenigde Vergadering bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, of van een toezichtcomité, omtrent iedere aangelegenheid die betrekking heeft op de toepassing van de grondbeginselen van de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in het kader van deze wet en van de wetten die bepalingen bevatten inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

§ 2. Alvorens een aanbeveling te richten tot een bepaalde houder van een bestand, geeft de Commissie de houder van het bestand de gelegenheid zijn standpunt te doen kennen.

§ 3. De aanbevelingen van de Commissie zijn met redenen omkleed. Een afschrift van elke aanbeveling wordt medegedeeld aan de Minister van Justitie.

Art. 31. § 1. Onverminderd enige vordering voor de rechtbanken en tenzij de wet anders bepaalt, onderzoekt de Commissie de getekende en gedateerde klachten die haar worden toegestuurd. Deze klachten kunnen betrekking hebben op haar opdracht in verband

l'égard des traitements de données à caractère personnel ou à d'autres missions qui lui sont confiées par la loi.

§ 2. La procédure est réglée par le règlement d'ordre intérieur. Celui-ci prévoit l'exercice d'un droit de défense.

§ 3. La Commission examine la recevabilité de la plainte. Si la plainte est recevable, la Commission accomplit toute mission de médiation qu'elle juge utile. En cas de conciliation des parties, fondée sur le respect de la vie privée, elle dresse un procès-verbal dans lequel la solution retenue est explicitée. En l'absence de conciliation, la Commission émet un avis sur le caractère fondé de la plainte. Son avis peut être accompagné de recommandations à l'intention du maître du fichier.

§ 4. Les décisions, avis et recommandations de la Commission sont motivés.

§ 5. La Commission communique sa décision, son avis ou ses recommandations au plaignant, au maître du fichier et à toutes les autres parties à la cause.

Une copie de la décision, de l'avis ou des recommandations est adressée au Ministre de la Justice.

Art. 32. § 1er. Pour l'accomplissement de toutes ses missions, la Commission peut requérir le concours d'experts. Elle peut charger un ou plusieurs de ses membres éventuellement assistés d'experts, de procéder à un examen sur place.

La Commission ou ses membres, éventuellement assistés d'experts, disposent dans ce cas, sous les mêmes conditions, des pouvoirs d'investigation qui sont reconnus aux agents chargés de la recherche et de la constatation des infractions à la présente loi et à ses mesures d'exécution.

Ils peuvent notamment exiger communication de tout document pouvant leur être utile dans leur enquête.

Ils peuvent également pénétrer en tous lieux où ils ont un motif raisonnable de supposer que s'exerce une activité en rapport avec l'application de la présente loi.

§ 2. Sauf si la loi en dispose autrement, la Commission dénonce au procureur du Roi les infractions dont elle a connaissance.

La Commission communique chaque année aux Chambres législatives un rapport sur ses activités.

§ 3. Sans préjudice de la compétence des cours et tribunaux ordinaires pour l'application des principes généraux en matière de protection de la vie privée, le Président de la Commission peut soumettre au tribunal de première instance tout litige concernant l'application de la présente loi et de ses mesures d'exécution.

Art. 33. Sans préjudice de l'article 32, § 2, les membres et membres du personnel de la Commission ainsi que les experts dont le concours est requis sont tenus d'une obligation de confidentialité à l'égard des faits, actes ou renseignements dont ils ont eu connaissance en raison de leurs fonctions.

Art. 34. Les frais de fonctionnement de la Commission de la protection de la vie privée et de son secrétariat sont à charge du budget du Ministère de la Justice.

Les contributions visées aux articles 17, § 9, et 20, alinéa 2, sont versées par le comptable de la Commission à un article spécialement ouvert à cet effet au budget des Voies et Moyens.

Art. 35. La Commission dispose d'un secrétariat dont le personnel est attaché au Ministère de la Justice.

Art. 36. Le Président de la Commission a droit à une indemnité égale au supplément de traitement qui est alloué à un juge d'instruction comptant neuf ans de fonction dans un tribunal dont le ressort compte une population de 500 000 habitants au moins.

Le Président suppléant et les membres effectifs ou suppléants ont droit à des jetons de présence égaux à un trentième de l'indemnité du Président.

Ils bénéficient des indemnités pour frais de séjour et de parcours conformément aux dispositions applicables au personnel des ministères. Les personnes étrangères à l'administration ou dont le rang du grade n'est pas déterminé, sont assimilées à des fonctionnaires du rang 13.

Le Président est assimilé à un fonctionnaire du rang 17.

met de la protection de la vie privée et de la protection des données à caractère personnel tenues de secret.

§ 2. De rechtspleging wordt geregeld in het reglement van orde. Dit voorziet in de uitoefening van een recht van verdediging.

§ 3. De Commissie onderzoekt of de klacht ontvankelijk is. Ten aanzien van ontvankelijke klachten vervult de Commissie elke bemiddelingstaak die zij nuttig oordeelt. Zo een minnelijke schikking tussen de partijen wordt bereikt, op basis van het respect voor de persoonlijke levenssfeer, stelt zij een procesverbaal op, waarin de bereikte oplossing wordt uiteengezet. Zo geen minnelijke schikking wordt bereikt, geeft de Commissie een advies over de gegrondheid van de klacht. Zij kan het advies vergezeld doen gaan van aanbevelingen aan de houder van het bestand.

§ 4. De beslissingen, adviezen en aanbevelingen van de Commissie zijn met redenen omkleed.

§ 5. De Commissie deelt haar beslissing, advies of aanbeveling mede aan de klager, de houder van het bestand en alle andere in de rechtspleging betrokken partijen.

Een afschrift van de beslissing, het advies of de aanbevelingen wordt medegegeeld aan de Minister van Justitie.

Art. 32. § 1. De Commissie mag voor het vervullen van al haar taken een beroep doen op de medewerking van deskundigen. Zij mag een of meer van haar leden, eventueel bijgestaan door deskundigen, belasten met de uitvoering van een onderzoek ter plaatse.

De Commissie of haar leden, eventueel bijgestaan door deskundigen, beschikt in dit geval, onder dezelfde voorwaarden, over de onderzoeksbevoegdheden die zijn toegekend aan de ambtenaren belast met het strafrechtelijk toezicht op deze wet en haar uitvoeringsmaatregelen.

Ze kunnen onder meer mededeling eisen van elk document dat hen bij hun onderzoek van nut kan zijn.

Ze hebben tevens toegang tot alle plaatsen waarvan ze redelijkerwijze kunnen vermoeden dat er werkzaamheden worden verricht die in verband staan met de toepassing van deze wet.

§ 2. Tenzij de wet anders bepaalt, doet de Commissie bij de procureur des Konings aangifte van de misdrijven waarvan zij kennis heeft.

De Commissie dient ieder jaar bij de Wetgevende Kamers een verslag over haar werkzaamheden in.

§ 3. Onverminderd de bevoegdheid van de gewone hoven en rechtbanken met het oog op de toepassing van de algemene beginselen inzake bescherming van de persoonlijke levenssfeer, kan de voorzitter van de Commissie ieder geschil aangaande de toepassing van deze wet en haar uitvoeringsmaatregelen aan de rechtbank van eerste aanleg voorleggen.

Art. 33. Onverminderd artikel 32, § 2, zijn de leden en de personeelsleden van de Commissie en de deskundigen om wier medewerking is verzocht, verplicht het vertrouwelijk karakter te bewaren van de feiten, de handelingen of de inlichtingen waarvan zij uit hoofde van hun functie kennis hebben gehad.

Art. 34. De werkingskosten van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en van haar secretariaat komen ten laste van de begroting van het Ministerie van Justitie.

De bijdragen bedoeld in de artikelen 17, § 9 en 20, tweede lid, worden door de rekenplichtige van de Commissie gestort op een speciaal daartoe geopend artikel van de Rijksmiddelenbegroting.

Art. 35. De Commissie beschikt over een secretariaat waarvan het personeel verbonden is aan het Ministerie van Justitie.

Art. 36. De Voorzitter heeft recht op een vergoeding gelijk aan de weddebijslag toegekend aan een onderzoeksrechter met negen jaar ambtsuitoefening in een rechtbank waarvan het rechtsgebied ten minste 500 000 inwoners telt.

De plaatsvervangende Voorzitter en de vaste of plaatsvervangende leden hebben recht op presentiegelden gelijk aan een dertigste van de vergoeding toegekend aan de Voorzitter.

Zij zijn gerechtigd op de vergoedingen voor reis- en verblijfskosten overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op het personeel van de ministeries. De personen die niet tot het bestuur behoren of voor wie de rang waartoe hun graad behoort niet is bepaald, worden gelijkgesteld met ambtenaren van rang 13.

De Voorzitter wordt gelijkgesteld met een ambtenaar van rang 17.

Les experts dont le concours est requis par la Commission ou qui assistent les membres chargés de procéder à des vérifications sur place peuvent être rétribués dans les conditions définies par le Ministre de la Justice et avec l'accord des ministres qui ont la Fonction publique et le Budget dans leurs attributions.

L'indemnité visée à l'alinéa 1er est liée au régime de mobilité applicable aux rétributions des agents de l'Etat en activité de service.

CHAPITRE VIII. — Dispositions pénales

Art. 37. Est puni d'une amende de deux cents à dix mille francs, tout membre ou tout membre du personnel de la Commission de la protection de la vie privée ou tout expert qui a violé l'obligation de confidentialité à laquelle il est astreint sur base de l'article 33.

Art. 38. Est puni d'une amende de cent francs à vingt mille francs le maître du fichier, son représentant en Belgique, son préposé ou mandataire qui n'a pas respecté une des obligations prévues aux articles 15 ou 16, § 1er.

Art. 39. Est puni d'une amende de cent francs à cent mille francs :

1° quiconque a recueilli, en vue d'un traitement, des données à caractère personnel sans donner les informations prévues à l'article 4, § 1er;

2° quiconque a contrevenu à l'interdiction prévue à l'article 4, § 2;

3° le maître du fichier, son représentant en Belgique, son préposé ou mandataire, qui a traité des données en violation des articles 5, 6, 7 ou 8, § 1er;

4° le maître du fichier, son représentant en Belgique, son préposé ou mandataire, qui n'a pas respecté l'obligation prévue à l'article 9;

5° le maître du fichier, son représentant en Belgique, son préposé ou mandataire, qui n'a pas donné communication, dans les quarante-cinq jours de la réception de la demande, des renseignements visés à l'article 10, § 1er, ou donné sciemment des renseignements inexacts ou incomplets;

6° quiconque, pour contraindre une personne à lui communiquer les renseignements obtenus par l'exercice du droit consacré par l'article 10, § 1er, ou à donner son autorisation au traitement de données à caractère personnel la concernant, a usé à son égard de voies de fait, de violence ou de menaces;

7° le maître du fichier, son représentant en Belgique, son préposé ou mandataire qui met en œuvre ou gère, continue de gérer ou supprime un traitement automatisé de données à caractère personnel sans avoir satisfait aux exigences imposées par l'article 17;

8° le maître du fichier, son représentant en Belgique, son préposé ou mandataire, qui fournit des informations incomplètes ou inexactes dans les déclarations prescrites par l'article 17;

9° le maître du fichier, son représentant en Belgique, son préposé ou mandataire, qui n'a pas respecté l'obligation prévue à l'article 18, alinéa 4;

10° le maître du fichier, son représentant en Belgique, son préposé ou mandataire, qui a en violation de l'article 19 refusé de communiquer à la Commission des informations relatives à un fichier manuel;

11° quiconque a, en violation des arrêtés royaux pris en exécution de l'article 21, rapproché, interconnecté ou mis en relation sous quelque autre forme des données à caractère personnel faisant l'objet de traitements;

12° quiconque a, en violation des arrêtés royaux pris en exécution de l'article 22, transmis, fait ou laissé transmettre à l'étranger des données à caractère personnel;

13° quiconque a empêché la Commission, ses membres ou les experts requis par elle de procéder aux vérifications visées à l'article 32.

Art. 40. En condamnant du chef d'infraction aux articles 38 ou 39, le tribunal peut ordonner l'insertion du jugement, intégralement ou par extraits, dans un ou plusieurs journaux, dans les conditions qu'il détermine, aux frais du condamné.

Art. 41. § 1er. En condamnant du chef d'infraction à l'article 39, le juge peut prononcer la confiscation des supports matériels des données à caractère personnel formant l'objet de l'infraction, tels que les fichiers manuels, disques et bandes magnétiques, à l'exclusion des ordinateurs ou de tout autre matériel, ou ordonner l'effacement de ces données.

De deskundigen wier medewerking door de Commissie wordt gevorderd of die de leden bijstaan welke belast zijn met een onderzoek ter plaatse, kunnen worden vergoed op de wijze bepaald door de Minister van Justitie in overleg met de ministers tot wier bevoegdheid het Openbaar Ambt en de Begroting behoren.

De vergoeding bedoeld in het eerste lid wordt gekoppeld aan de mobiliteitsregeling toepasselijk op de bezoldiging van het Rijkspersoneel in actieve dienst.

HOOFDSTUK VIII. — Strafbepalingen

Art. 37. Met een geldboete van tweehonderd tot tienduizend frank, wordt gestraft elk lid of elk personeelslid van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer of elke deskundige die de in artikel 33 bepaalde verplichting tot vertrouwelijkheid heeft geschonden.

Art. 38. Met geldboete van honderd frank tot twintigduizend frank wordt gestraft de houder van het bestand, zijn vertegenwoordiger in België, zijn aangestelde of lasthebber die een van de verplichtingen opgelegd bij de artikelen 15 of 16, § 1 niet nakomt.

Art. 39. Met geldboete van honderd frank tot honderdduizend frank wordt gestraft :

1° hij die met het oog op verwerking persoonsgegevens heeft verzameld zonder de inlichtingen bedoeld bij artikel 4, § 1 te hebben medegedeeld;

2° hij die de verbodsbepaling opgelegd in artikel 4, § 2, overtreedt;

3° de houder van het bestand, zijn vertegenwoordiger in België, zijn aangestelde of gemachtigde die gegevens verwerkt met overtreding van de artikelen 5, 6, 7 of 8, § 1;

4° de houder van het bestand, zijn vertegenwoordiger in België, zijn aangestelde of gemachtigde die de verplichting opgelegd bij artikel 9 niet nakomt;

5° de houder van het bestand, zijn vertegenwoordiger in België, zijn aangestelde of gemachtigde die geen mededeling doet van de inlichtingen bedoeld in artikel 10, § 1, binnen vijftienveertig dagen na ontvangst van het verzoek, of die wetens onjuiste of onvolledige inlichtingen verstrekt;

6° hij die om een persoon te dwingen hem inlichtingen mede te delen verkregen door de uitoefening van het recht omschreven in artikel 10, § 1, of om zijn instemming te geven met de verwerking van hem betreffende persoonsgegevens, jegens hem gebruik maakt van feitelijkheden, geweld of bedreiging;

7° de houder van het bestand, zijn vertegenwoordiger in België, zijn aangestelde of gemachtigde die een geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens start, het beheer erover heeft of blijft hebben dan wel daaraan een einde maakt, zonder dat aan de vereisten van artikel 17 is voldaan;

8° de houder van het bestand, zijn vertegenwoordiger in België, zijn aangestelde of gemachtigde die, onvolledige of onjuiste inlichtingen verstrekt in de aangiften voorgeschreven bij artikel 17;

9° de houder van het bestand, zijn vertegenwoordiger in België, zijn aangestelde of gemachtigde die de verplichting van artikel 18, vierde lid, niet nakomt;

10° de houder van het bestand, zijn vertegenwoordiger in België, zijn aangestelde of gemachtigde die met overtreding van artikel 19, weigert aan de Commissie inlichtingen te verstrekken over manuele bestanden;

11° hij die, met overtreding van de koninklijke besluiten ter uitvoering van artikel 21, persoonsgegevens die het voorwerp van zijn verwerkingen, in onderling verband, in onderlinge verbinding of op enige andere wijze in relatie brengt;

12° hij die, met overtreding van de koninklijke besluiten ter uitvoering van artikel 22, persoonsgegevens naar het buitenland overbrengt, doet of laat overbrengen;

13° hij die de Commissie, haar leden of de door haar gevorderde deskundigen verhindert de in artikel 32 bedoelde verificaties te doen.

Art. 40. Bij veroordeling wegens een misdrijf omschreven in de artikelen 38 of 39, kan de rechtbank bevelen dat het vonnis in zijn geheel of bij uittreksel wordt opgenomen in één of meer dagbladen op de wijze die zij bepaalt, een en ander op kosten van de veroordeelde.

Art. 41. § 1. Bij de veroordeling wegens een misdrijf omschreven in artikel 39 kan de rechter de verbeurdverklaring uitspreken van de dragers van persoonsgegevens waarop het misdrijf betrekking heeft, zoals manuele bestanden, magneetschijven of magneetbanden, met uitzondering van de computers of enige andere apparaat, of de uitwissing van die gegevens gelasten.

La confiscation ou l'effacement peuvent être ordonnés même si les supports matériels des données à caractère personnel n'appartiennent pas au condamné.

L'article 8, § 1er, de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation n'est pas applicable à la confiscation ni à l'effacement ordonnés conformément aux alinéas 1er et 2.

Les objets confisqués doivent être détruits lorsque la décision est passée en force de chose jugée.

§ 2. Sans préjudice des interdictions énoncées par des dispositions particulières, le tribunal peut, lorsqu'il condamne du chef d'infraction à l'article 39, inrerdire de gérer, personnellement ou par personne interposée, et pour deux ans au maximum, tout traitement de données à caractère personnel.

§ 3. Toute infraction à l'interdiction édictée par le § 2 ou toute récidive relative aux infractions visées aux articles 37, 38 et 39 sont punies d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de cent francs à cent mille francs ou d'une de ces peines seulement.

Art. 42. Le maître du fichier ou son représentant en Belgique est civilement responsable du paiement des amendes auxquelles son déposé ou mandataire a été condamné.

Art. 43. Toutes les dispositions du livre 1er du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi ou par les arrêtés pris pour son exécution.

CHAPITRE IX. — Dispositions finales

Art. 44. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres après avis de la Commission de la protection de la vie privée, préciser la mise en œuvre des dispositions contenues dans la présente loi en vue de tenir compte de la spécificité des différents secteurs.

Art. 45. Le Roi peut déterminer les autorités qui donneront l'ordre de détruire ou qui seront chargées de la destruction des traitements des données en temps de guerre et pendant les époques qui lui sont assimilées en vertu de l'article 7 de la loi du 12 mai 1927 sur les réquisitions militaires, ainsi que pendant l'occupation du territoire belge par l'ennemi.

Le Roi peut également déterminer le taux des indemnités pour les destructions prévues à l'alinéa précédent.

Est puni d'une amende de cent francs à cent mille francs quiconque a contrevenu aux arrêtés pris en exécution de l'alinéa 1er, ou quiconque a fait un usage illégitime du droit de destruction qui y est prévu ou a abusé de ce droit.

Art. 46. A l'article 580, 14° du Code judiciaire, les mots « et de celles qui sont visées à l'article 587, 3° » sont remplacés par les mots « et de celles qui sont visées à l'article 14 de la loi du ... relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ».

Art. 47. A l'article 587 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° le premier alinéa, 3°, inséré par la loi du 15 janvier 1990, est remplacé par ce qui suit : « sur les demandes prévues à l'article 14 de la loi du ... relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel » ;

2° le deuxième alinéa, modifié par les lois des 14 juillet 1976 et 15 janvier 1990, est remplacé par ce qui suit : « Sauf si la loi en dispose autrement, les demandes prévues au premier alinéa sont introduites et instruites selon les formes du référé. »

Art. 48. A l'article 5, alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, modifié par les lois du 15 janvier 1990 et du 19 juillet 1991, les mots « après avis de la Commission visée à l'article 12 » sont remplacés par les mots « après avis de la Commission de la protection de la vie privée instituée par la loi du ... relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. »

Art. 49. Dans la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'article 13, alinéa 1er, les mots « visée à l'article 92 » sont supprimés ;

2° l'article 44, alinéa 6, est complété par la disposition suivante : « La Commission peut prolonger ce délai une seule fois de trente jours au maximum. »

De verbeurdverklaring of de uitwissing kunnen worden gelast, ook wanneer de dragers van persoonsgegevens niet aan de veroordeelde toebehoren.

Artikel 8, § 1, van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie is niet van toepassing op de verbeurdverklaring, noch op de uitwissing gelast overeenkomstig het eerste en tweede lid.

De verbeurdverklaarde voorwerpen moeten worden vernietigd wanneer de beslissing in kracht van gewijsde is gegaan.

§ 2. Onverminderd de ontzeggingen van een bevoegdheid gesteld in bijzondere bepalingen, kan de rechtbank, bij veroordeling wegens een misdrijf genoemd in artikel 39, het verbod uitspreken om gedurende ten hoogste twee jaar rechtstreeks of door een tussenpersoon, het beheer te hebben over enige verwerking van persoonsgegevens.

§ 3. Elke overtreding van het verbod bepaald in § 2 of elke herhaling met betrekking tot de in de artikelen 37, 38 en 39 voorziene misdrijven, worden gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot twee jaar en met geldboete van honderd frank tot honderdduizend frank of met één van die straffen alleen.

Art. 42. De houder van het bestand of zijn vertegenwoordiger in België is burgerrechtelijk aansprakelijk voor de betaling van de boeten waartoe zijn aangesteelde of lasthebber is veroordeeld.

Art. 43. Alle bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, worden toegepast op de misdrijven, omschreven bij deze wet of bij de uitvoeringsbesluiten ervan.

HOOFDSTUK IX. — Slotbepalingen

Art. 44. De Koning kan bij een in Ministerraad overlegd besluit, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, nadere regels stellen voor de toepassing van de bepalingen van deze wet teneinde rekening te houden met de specificiteit van de onderscheiden sectoren.

Art. 45. De Koning kan de overheden aanwijzen welke in oorlogstijd of in de tijd die overeenkomstig artikel 7 van de wet van 12 mei 1927 op de militaire operaties daarmee gelijkstaat, alsmede tijdens de bezetting van het Belgisch grondgebied door de vijand, het bevel geven om de verwerkte gegevens te vernietigen of die zelf belast zijn met de vernietiging van die gegevens.

De Koning kan tevens de bedragen vaststellen van de vergoeding voor de vernietigingen bepaald in het vorige lid.

Met geldboete van honderd frank tot honderdduizend frank wordt gestraft, hij die de besluiten ter uitvoering van het eerste lid, overtreedt of ten onrechte gebruikt, dan wel misbruik maakt van het daarin bepaalde recht tot vernietiging.

Art. 46. In artikel 580, 14° van het Gerechtelijk Wetboek, worden de woorden « en die bedoeld in artikel 587, 3° » vervangen door « en die bedoeld in artikel 14 van de wet van ... tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens ».

Art. 47. In artikel 587 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid, 3°, ingevoegd bij de wet van 15 januari 1990, wordt vervangen door wat volgt : « over de vorderingen bedoeld in artikel 14 van de wet van ... tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens » ;

2° het tweede lid, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1976 en 15 januari 1990, wordt vervangen door wat volgt : « Behoudens andersluidende wetsbepalingen worden de in het eerste lid bedoelde vorderingen ingesteld en behandeld naar de vormen van het kortgeding. »

Art. 48. In artikel 5, tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, gewijzigd bij de wetten van 15 januari 1990 en 19 juli 1991, worden de woorden « na advies van de Commissie bedoeld bij artikel 12 » vervangen door de woorden « na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ingesteld bij de wet van ... tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens. »

Art. 49. In de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 18, eerste lid, worden de woorden « bedoeld in artikel 92 » geschrapt ;

2° artikel 44, zesde lid, wordt aangevuld met de volgende bepaling : « De Commissie kan de genoemde termijn eenmaal verlengen met ten hoogste dertig dagen. »

- 3° l'article 92 est abrogé;
4° l'article 92 bis est abrogé.

Art. 50. Dans l'article 25 de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, abrogé par la loi du 9 juillet 1976 et réinsérée par la loi du 18 juillet 1990, sont apportées les modifications suivantes :

1) Le paragraphe 4, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

« Cette information doit mentionner :

1° l'identité et l'adresse du maître du fichier, de son représentant éventuel en Belgique et, le cas échéant, du gestionnaire du traitement;

2° la base légale ou réglementaire de la collecte des données;

3° la finalité en vue de laquelle les données recueillies seront utilisées;

4° les données à caractère personnel qui concernent le conducteur;

5° l'adresse de la Commission de la protection de la vie privée visée au § 5;

6° l'existence du droit d'accès aux données, du droit de rectification de celles-ci ainsi que les modalités d'exercice desdits droits et les modalités d'application du permis de conduire à points. »

2) Le paragraphe 5 est remplacé par la disposition suivante :

« § 5. Pour l'application du présent chapitre, la Commission de la protection de la vie privée exerce les compétences qui lui sont attribuées par le chapitre VII de la loi du ... relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. »

Art. 51. Dans la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'article 70, § 1er, alinéa 2, deuxième tiret, les mots « visée à l'article 72 » sont supprimés;

2° l'article 72, § 1er, est abrogé;

3° l'article 72, § 5, alinéa 6, est complété par la disposition suivante :

« La Commission peut prolonger une fois ledit délai de trente jours au maximum. »

Art. 52. Chacune des dispositions de la présente loi entre en vigueur à la date fixée par le Roi et, au plus tard, le premier jour du dix-huitième mois suivant le mois de sa publication au *Moniteur belge*.

Le Roi fixe le délai dans lequel le maître du fichier doit se conformer aux dispositions de la présente loi pour les traitements existant au moment de leur entrée en vigueur.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 8 décembre 1992.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

- 3° artikel 92 wordt opgeheven;
4° artikel 92 bis wordt opgeheven.

Art. 50. Artikel 25 van de op 16 maart 1968 gecoördineerde wet betreffende de politie over het wegverkeer, opgeheven bij de wet van 9 juli 1976 en opnieuw ingevoerd bij de wet van 18 juli 1990, wordt gewijzigd als volgt :

1) Paragraaf 4, tweede lid, wordt vervangen door wat volgt :

« In deze kennisgeving wordt melding gemaakt van :

1° de identiteit en het adres van de houder van het bestand, van diens eventuele vertegenwoordiger in België en, in voorkomend geval, van de bewerker;

2° de wettelijke of reglementaire grondslag voor de gegevensverzameling;

3° de doeleinden waarvoor de verzamelde gegevens worden gebruikt;

4° de persoonsgegevens ten aanzien van de bestuurder;

5° het adres van de in § 5 genoemde Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer;

6° het bestaan van het recht op toegang tot de gegevens, op verbetering van die gegevens, alsmede de nadere regelen voor de uitoefening van deze rechten en voor de toepassing van het rijbewijs met punten. »

2) Paragraaf 5 wordt vervangen door wat volgt :

« § 5. Met het oog op de toepassing van dit hoofdstuk oefent de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer de bevoegdheden uit die haar zijn toegewezen door hoofdstuk VII van de wet van ... tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens. »

Art. 51. In de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 70, § 1, tweede lid, tweede gedachtenstreep, worden de woorden « bedoeld in artikel 72 » opgeheven;

2° artikel 72, § 1, wordt opgeheven;

3° artikel 72, § 5, zesde lid, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« De Commissie kan de genoemde termijn eenmaal verlengen met ten hoogste dertig dagen. »

Art. 52. Iedere bepaling van deze wet treedt in werking op de datum bepaald door de Koning en uiterlijk op de eerste dag van de achttiende maand volgend op die waarin zij in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

De Koning bepaalt de termijn binnen welke de houder van een bestand zich naar de bepalingen van deze wet dient te schikken voor de verwerkingen die op het ogenblik van hun inwerkingtreding bestaan.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het Belgische Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 8 december 1992.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. WATHELET